



Article

Accords commerciaux bilatéraux : Trois syndicats français, américains et africains demandent l'exception agricole

Arnaud Carpon, Terre-net Média
Article paru dans Terre-net Média

Lors de la clôture du congrès des Jeunes agriculteurs, jeudi 18 juin au Mans, le syndicat, conjointement avec deux syndicats de producteurs américains et africains, a appelé les Etats et les institutions nationales et internationales à défendre une exception agricole dans les négociations commerciales et à « développer des politiques visant à protéger l'agriculture familiale ».

Il n'y a pas qu'en France que les négociations commerciales bilatérales en cours, notamment entre l'UE et les Etats-Unis (Ttip ou Tafta) inquiètent. Les producteurs américains, via la National farmers union ou les agriculteurs africains du Roppa (Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest) craignent que des exportations massives de produits agricoles « viennent déstabiliser les marchés intérieurs et les efforts visant à accroître l'offre locale de production. »

Dans une communication commune, Jeunes agriculteurs, la National farmers union et le Roppa « appellent les Etats à rester les garants de l'indépendance alimentaire et du maintien des agricultures familiales malgré la propension actuelle à engager des négociations commerciales bilatérales. »

« Des négociations commerciales bilatérales entre grands ensembles régionaux s'engagent partout dans le monde : le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (Ptic) entre les Etats-Unis et l'Union européenne et les Accords de partenariat économique (Ape) entre les pays de la zone Afrique, Caraïbe, Pacifique (Acp) et l'UE en sont deux exemples illustrateurs. Les opportunités qu'offrent ces accords en matière de croissance économique, dont l'ampleur reste encore à prouver, ne doivent pas faire perdre de vue à nos dirigeants la nécessité de protéger le secteur agricole et les agriculteurs familiaux. »

Complémentarité, souveraineté alimentaire et création d'emplois

« JA, la Nfu et le Roppa ne rejettent pas les échanges internationaux agricoles. Ils affirment que le commerce est nécessaire, mais qu'il faut éviter que des exportations viennent déstabiliser les marchés intérieurs et les efforts visant à accroître l'offre locale de production. »

« JA, la Nfu et le Roppa invitent les dirigeants du monde à envisager ces échanges dans une logique de complémentarité, de souveraineté alimentaire et de création d'emplois ruraux : la réponse aux enjeux agricoles ne peut pas exclusivement passer par une course à la compétitivité dans des accords de libre-échange déséquilibrés où les partenaires ont des écarts de développement considérables. Ouvrir de nouveaux marchés sans permettre aux producteurs familiaux locaux d'y accéder peut provoquer la disparition d'emplois et une grave dégradation des zones rurales, en partie en raison d'un différentiel de compétitivité trop important. »

« JA, la Nfu et le Roppa appellent les Etats et les institutions d'intégration régionale à renforcer les capacités de production des agricultures familiales pour assurer les besoins alimentaires. Il est de leur devoir de mettre en place des politiques agricoles appropriées qui protègent les agriculteurs des aléas des marchés. Il faut une concertation pour maîtriser les marchés internationaux, en particulier par la mise en place d'actions communes de la part des pays producteurs et consommateurs pour stabiliser les marchés et assurer des prix équitables pour les producteurs. »

« JA, la Nfu et le Roppa appellent les Etats et les institutions régionales d'intégration à développer des politiques visant à protéger l'agriculture familiale qui fournit aujourd'hui 70 % des besoins alimentaires mondiaux. Cela doit se traduire par :

- des dispositifs de soutien à la formation et à l'installation des jeunes,
- un appui aux filières locales à travers notamment la protection des savoir-faire et des terroirs grâce à l'étiquetage de l'origine,
- des soutiens publics aux revenus des paysans. »

« Les contextes français, américains ou africains sont différents et les dispositifs à mettre en place ne peuvent pas être identiques. Cependant, il y a aujourd'hui la nécessité de faire entendre une voix internationale des agriculteurs qui ont bien plus à gagner à coopérer en faveur d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable qu'à s'affronter sur le terrain de la compétitivité économique. »

Terre-net Média, l'agriculture d'aujourd'hui et de demain

- ▶ 192 000 agriculteurs et viticulteurs lecteurs : Plus d'un million de visites mensuelles
- ▶ 4 sites portails web :    
- ▶ Un magazine papier :  [Résolument engagé]
- ▶ Des applications mobiles : ISA 360 et Téléphones Mobiles (Actualités, marchés, météo, Web-Video)

www.momagri.org